



FRANC-TIREUR

BULLETIN D'INFORMATION DU SRA (SOLIDARITÉ RÉSISTANCE ANTIFA) / <http://solidarite.samizdat.net>

numéro 22 - juin 2007

★ Ces dernières années ont vu une série de mouvements ou d'événements (émeutes de novembre 2005, mouvement contre le CPE de 2006 et plus récemment les manifestations suite à l'élection de Sarkozy) dont la caractéristique commune est d'avoir entraîné une vague de répression (presque) sans précédents en France : plusieurs centaines d'arrestations à chaque fois, des condamnations lourdes et rapides, des dizaines de témoignages écrits ou vidéo montrant, si besoin était, le vrai visage du pouvoir policier mis en place notamment à travers les différentes lois liberticides qui se multiplient depuis plusieurs années.

Les dernières manifestations « anti-Sarkozy » ont aussi vu leur lot de dérapages et de provocations : interpellations de simples passants, non respect des procédures et des droits, utilisation quasi systématique de l'accusation « d'outrage et rébellion » qui vont jusqu'à provoquer un véritable engorgement des tribunaux ... tribunaux qui ne se privent pas d'avoir la main plus que lourde pour condamner les manifestants.

Un peu avant, le 25 mars 2007, des militants antifascistes manifestent contre un meeting de Le Pen à Toulouse. Arrêtés et jugés en comparution immédiate, 5 d'entre eux ont été lourdement condamnés à des peines de 3 à 9 mois de prison ferme. Aujourd'hui, s'opposer aux idées et à la présence du Front national conduit directement en prison.

Dans ce contexte de durcissement de la répression dont sont victimes le mouvement social en général et particulièrement les antifascistes, il apparaît plus que nécessaire de connaître "un minimum" ses droits face à la police et face à la justice.

Le bref rappel de quelques principes de base qui figurent dans les pages suivantes est plus qu'utile pour chacun dans la mesure où des erreurs commises pendant une vérification d'identité ou une garde à vue peuvent se retourner contre leurs auteurs lors d'un procès.

Ailleurs en Europe, la situation n'est guère plus brillante : attaque des fascistes contre les locaux et

des membres de la CGT espagnole il y a quelques mois, violente répression policière d'une manifestation antifasciste à Lisbonne fin avril, perquisitions à répétition dans différents lieux en Allemagne dans le cadre de la préparation du G8, la répression est partout présente.

En Russie, ce sont plusieurs dizaines de militants antifascistes et des droits de l'homme qui ont été tués

depuis le début de l'année

2007 (52 en 2006). Pour s'être opposés

à la tenue d'un meeting du DPNI (parti d'extrême droite contre l'immigration) en septembre dernier à Saint Pétersbourg, 6 militants antifascistes risquent de la prison ferme lors de leur procès qui doit se dérouler dans les jours qui viennent.

Pour finir, une note plus positive : lors des conférences syndicales internationales I07, les participants au débat sur l'antifascisme venus d'Espagne, d'Italie, de Suède, d'Allemagne, de France etc. ont décidé de constituer un réseau d'échange d'informations sur les situations et les événements dans les différents pays qui est complémentaire du travail effectué par l'Antifanet depuis plusieurs années. Le début d'une nouvelle solidarité antifasciste internationale.

**RÉSISTER
N'EST PAS
UN CRIME**



LUTTES ANTIFASCISTES À SAINT PETERSBOURG

3 décembre 2006 : attaque néo-nazie et ses conséquences.

Répression contre les antifascistes anarchistes de Saint-Petersbourg

Le 3 décembre, un groupe de néo-nazis a attaqué des militants du Comité anti-guerre, un collectif qui rassemble des gens d'horizons politiques divers et organise un rassemblement hebdomadaire contre la guerre en Tchétchénie depuis maintenant sept ans. Il y a eu trois blessés dans la bagarre, et un néo-nazi a été arrêté par les flics. Le même soir, un néo-nazi a dû aller à l'hôpital car il avait reçu des coups de couteau, mais on ne sait toujours pas s'il a été blessé pendant la bagarre avec les anars. Un membre du Comité antiguerre a appelé les flics et le bureau du procureur, mais ils ont refusé d'ouvrir une enquête criminelle contre leurs agresseurs. Et nous n'avons pas

tardé à découvrir qu'il y avait déjà une enquête en cours... contre les anarchistes qui n'avaient fait que se défendre. Le 13 mars, les appartements de deux camarades de la Ligue anarchiste de Saint-Petersbourg ont été perquisitionnés. L'un d'eux, Pyotr Raush, est l'un des plus vieux militants anarchistes de l'ancienne URSS. Tout d'abord, les flics sont allés à l'appartement où il est enregistré mais où il ne vit pas, et ils ont emporté un couteau de cuisine. Puis, des gens habillés en civil sont allés à l'appartement où Pyotr habite en réalité, mais il ne leur a pas ouvert. Ils sont restés aux alentours pendant trois jours, de sorte qu'il n'a pas pu sortir de chez lui. Pyotr ne voulait pas être emmené au poste pour y être interrogé, il ne voulait pas non plus d'une perquisition. Il craignait également qu'on l'accuse d'avoir attaqué un nazi

avec le couteau confisqué dans la première perquisition. Après le siège de son appartement, Pyotr a préféré quitter la ville. Ainsi, une fois encore, cette histoire confirme que les sympathies de nombreux fics et procureurs vont aux groupes et idées néo-nazis et sont, de ce fait, bien peu enclins à travailler sérieusement sur les affaires mettant en cause des néo-nazis accusés d'avoir agressé des militants libertaires.

Répression contre les antifascistes soupçonnés d'avoir attaqué le DPNI (septembre 2006)

Le 17 septembre 2006, un groupe d'antifascistes s'est opposé à un rassemblement du DPNI (Mouvement contre l'Immigration illégale), qui est à l'heure actuelle l'une des organisations d'extrême droite les plus populaires en Russie. A la suite de cette action, de nombreux

SOUTIEN AUX ANTIFAS TOULOUSAINS

Suite à la manifestation du 25 mars 2007 contre le meeting du Front national, plusieurs arrestations ont eu lieu. Sept personnes, dont une de la CNT, ont été incarcérées à la maison d'arrêt de Seysse et passaient en jugement le mercredi 28 mars.

A l'issue de la comparution immédiate, les peines sont les suivantes :

- **6 personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme allant de 3 à 9 mois ;**

- **3 personnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis allant de 3 à 4 mois.**

Leur seul tort est de s'être opposés aux idées de Le Pen près du lieu de son meeting. La police, qui protégeait le meeting du FN, a procédé à des arrestations arbitraires et les a directement placés à la maison d'arrêt de Seysses.

La sévérité des peines traduit bien le climat ultrasécuritaire que nous dénonçons depuis longtemps déjà ainsi que la volonté de la justice de condamner pour l'exemple. Avec ces condamnations, l'état et sa justice de classe se sont délibérément rangés du côté des fascistes ! Une cinquantaine de personnes étaient présentes devant le tribunal pour les soutenir le jour du procès. Toutefois, cette mobilisation doit continuer et s'amplifier dans les semaines qui viennent.



f. Antifa Toulouse 25.03.2007

Un comité de soutien s'est constitué dans la région de Toulouse à l'appel de l'union locale de la CNT pour les soutenir à la fois matériellement et moralement.

Ce samedi 9 juin 2007, une personne vient de sortir de la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses. Son crime ? S'être opposée à la tenue d'un meeting du Front national. Sa peine ? Trois mois de prison ferme.

Le SRA ne peut que se réjouir de la libération d'un militant antifasciste mais rappelle que quatre autres personnes sont encore incarcérées pour 3 et 6 mois. Il dénonce la lourdeur des condamnations qui frappent ces militants antifascistes, condamnations qui s'inscrivent dans un contexte de répression de plus en plus forte des mouvements sociaux comme on a pu le voir lors des interpellations et arrestations qui ont suivi les manifestations « anti-Sarko ».

Le SRA appelle à soutenir financièrement et moralement les personnes encore incarcérées et à relayer l'information sur leur situation.

Infos et contact : solidarite.antifasciste@laposte.net / <http://soutienantifascistetoulousain.hautetfort.com/>

Vous pouvez envoyer des chèques de soutien à l'ordre de la CNT 31 (mention "antifa" au dos) à :

Union locale CNT Toulouse 18, avenue de la Gloire 31500 Toulouse

antifascistes ont été arrêtés, puis inculpés : ils vont bientôt passer en procès. En tout, six personnes (des punks et des skinheads, dont certains jouent dans des groupes de musique) sont accusés de hooliganisme et risquent de lourdes peines. Heureusement, aucun d'eux n'a été placé en détention préventive. Mais l'un des punks a passé un mois dans un hôpital psychiatrique. Les autorités voulaient en effet vérifier son état mental, afin de savoir s'il était en état de servir dans l'armée russe, ce qui, en fin de compte, n'est pas forcément mieux que d'aller dans une prison russe. Toutes les actions de solidarité en direction des antifascistes de Saint-Petersbourg sont les bienvenues!

Une semaine contre le racisme

En mars 2007, les antifascistes de Saint-Petersbourg ont pris part à la semaine européenne contre le racisme qui se tient tous les ans dans différents pays. Certains événements prévus dans ce cadre étaient organisés conjointement avec les ONG et des scientifiques qui voulaient également élever leurs voix contre la xénophobie. Il y a eu une conférence de presse tenue par tous ceux qui avaient participé à la semaine (dont les antifascistes et les militants de Food Not Bombs), des expositions de photos, une conférence scientifique au département de sociologie de l'université d'Etat et, bien sûr, quelques actions de rue. Le 17 mars, il y a eu une rencontre antifasciste. Au départ, il était prévu de faire une manifestation, mais les autorités ne l'ont pas permise, si bien que les militants se sont rendu à leur décision et ont accepté leur proposition de faire une rencontre à la place. Il y a eu une cinquantaine de participants, la plupart anarchistes, de la scène punk. Les slogans principaux étaient : « Personne n'est illégal. » et « Notre ville est une ville de héros. Et vous ? » (Ce slogan fait référence à la résistance présente à Leningrad durant la Seconde Guerre mondiale). Quelques néo-nazis armés avaient dans l'idée d'attaquer cette rencontre mais ils ont été arrêtés par les

flics dès le métro. Un des leurs, envoyé en éclaireur, a tenté de prendre des photos des antifas avec son portable. Puis, ce photographe en herbe n'a rien trouvé de mieux que de mettre ces photos sur son blog : la résolution en était tellement basse qu'aucun détail n'était visible.

Une autre action (que les autorités n'ont pas autorisée) a eu lieu quelques jours plus tard en plein centre de la ville à côté de la cathédrale Kazan. Les antifas y ont déroulé une banderole gigantesque portant une swastika barrée, tout en criant des slogans et en allumant une torche. Les flics étaient partout, mais ils n'ont rien pu faire, et ils n'ont pu arrêter personne! La vidéo de cette action est sur internet (<http://ppiter.indymedia.ru> ou sur YouTube).

Un concert secret du fameux groupe skinhead antifa Los Fastidios (soutenus par les groupes locaux, comme Crowd Control, Antiperfect et Next Round) est venu conclure en beauté le 25 mars cette semaine antiraciste. Avant cette date, Los Fastidios avait joué à Petrozavodsk devant 1000 personnes, dont la moitié était venue d'autres villes pour les voir jouer. Inutile de dire que le titre « Antifa Hooligans » a été le plus populaire des deux concerts.

Un autre groupe de néo-nazis arrêté par les flics

En mars 2007, les flics de Saint-Petersbourg ont arrêté un groupe de six jeunes néo-nazis accusés d'avoir fait exploser un McDonald's sur la perspective Nevsky, en plein centre-ville. (Ce

McDonald's avait déjà été attaqué par une bande de néo-nazis qui se faisait appeler Mad Crowd, il y a plusieurs années). Dans l'explosion, de nombreuses personnes, dont des enfants et un touriste allemand, ont été blessées. Les vidéos de surveillance ont permis aux flics d'arrêter le groupe qui avait déposé la bombe à l'intérieur du fast-food. Les flics ont dit que les néo-nazis appartenaient à un groupe nommé d'après Dmitry Borovikov, le leader néonazi terroriste abattu par les flics durant l'été 2006. Ce groupe de « fans de Borovikov » se retrouve maintenant accusé de nombreux crimes, dont les attaques perpétrées contre les militants de Food Not Bombs, et les tabassages et assassinats d'étrangers. Mais comme toujours, on ne sait pas très bien s'il faut croire les informations de source policière ; en effet, les flics essaient toujours de donner d'eux-mêmes l'image de ceux qui combattent l'extrémisme et protègent la « loi et l'ordre ».

Les actions du jour de la Victoire

Le 9 mai, jour de la Victoire, un groupe d'antifascistes a déployé une banderole en plein centre-ville, au moment où une colonne de vétérans de la Seconde Guerre mondiale passait dans la perspective Nevsky. « En avant vers de nouvelles victoires! ANTIFA. Le fascisme a de nombreux visages », voilà ce qu'on pouvait lire sur la banderole ; il y avait aussi une photo du chat noir, emblème anar, détruisant le symbole de l'Empire russe, l'aigle à deux têtes.

LISBONNE: 25 AVRIL SOUS LE SIGNE DE LA RÉPRESSION ET DE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

La manifestation de commémoration du 25 avril s'est bien passée, sans incidents, jusque dans le centre de Lisbonne. Après la dispersion une cinquantaine de personnes ont commencé à revenir sur le parcours de la manif tout en scandant des slogans antifascistes. Lorsqu'ils sont arrivés rue Carno, ils ont été confrontés aux forces de police qui ont donné la chasse aux manifestants et ont eu un comportement extrêmement brutal.

Il y a eu une douzaine d'arrestations à la suite de cette manifestation qui était aussi une riposte aux différents mouvements d'extrême droite au Portugal ; 11 personnes ont été déférées devant le tribunal avec des accusations de "vandalisme", "agression envers personnes dépositaires de l'autorité publique" et "manifestation non autorisée". A l'initiative de différents collectifs, l'équivalent portugais de l'IGS (Inspeção-Geral da Administração Interna) a été saisi et a déclaré que l'attitude de la police avait été "excessive".



VADÉMÉCUM JURIDIQUE

AVANT LA MANIF

- Eviter les produits qui modifient le comportement (alcool, drogues...) ; ne pas en avoir sur soi, évidemment.
- Proscrire le répertoire de tous ses amis / camarades, merci pour eux !
- Pas de couteau ou tout ce qui peut passer pour une « arme par destination » (la définition peut devenir très large pendant une garde à vue).
- S'écrire sur la main (ou connaître par cœur) le numéro d'un avocat ; avec les commis d'office, on a parfois des surprises.
- Laisser à quelqu'un ses nom, prénom et date de naissance, important en cas de problème et les crier à quelqu'un en cas d'arrestation.
- Avoir une pièce d'identité ou un document qui comporte son nom et une photo d'identité.

PENDANT LA MANIF

Rester groupés, ne pas courir, ne pas donner d'autocollants de son orga aux inconnus. Basique, mais essentiel.

EN CAS D'INTERPELLATION

Rester calme ; le délit « d'outrage et rébellion » tombe dru. Le contrôle d'identité : Il ne peut en théorie pas excéder 4 heures. Il peut se faire sur le lieu d'interpellation ou au commissariat. Pendant ce contrôle peut être pratiquée une « palpation de sécurité », mais pas de fouille en règle. Si on est maltraité pendant le contrôle, il faut absolument le faire figurer sur le PV ; et si l'on n'est pas mis en garde-à-voir, demander une copie du PV d'interpellation. Il ne faut signer que si l'on est d'accord avec ce qui y figure. Sinon, rajouter ce qui manque, et mettre un trait à la fin s'il reste du blanc sur la page.

LA GARDE À VUE

Elle peut être annoncée au plus tard après les 4 heures de contrôle d'identité, mais elle doit être signifiée. Elle peut durer 24 heures (à partir du moment de l'interpellation), voire 48h si elle est reconduite (d'après le projet de Sarkozy, elle pourrait être portée à 144h !).

IMPORTANT : On a absolument le droit de se taire ou de dire que l'on n'a rien à déclarer ; ça agace toujours l'interlocuteur, mais il vaut mieux voir l'avocat que l'on a choisi avant de dire quoi que ce soit. On a le droit de savoir de quelle infraction on est accusé ; on a le droit de voir un médecin et un avocat (demande renouvelable après la 24ème heure de GAV) ; il faut le demander à l'agent de police présent. Pendant la GAV, on peut subir une chose très désagréable : la fouille à corps. Elle ne peut être pratiquée que par un agent du même sexe. Pour le PV de GAV, mêmes conseils que pour le contrôle d'identité.

Il vaut toujours mieux refuser la comparution immédiate ; préparer sa défense avec son avocat est toujours préférable, même si l'on encourt de la prison préventive.

EN CAS DE VIOLENCES POLICIÈRES

On peut porter plainte par lettre recommandée auprès du doyen des juges d'instruction. Porter plainte auprès de l'IGS ne sert pas à grand-chose en général, mais on peut aussi s'adresser à la CNDS ; la procédure est plus compliquée parce qu'elle doit passer par un député, mais l'enquête est bien plus sérieuse.

Penser à prendre des photos des blessures etc ; garder son t-shirt sanguinolent si c'est le cas ; demander une Interruption temporaire de travail (ITT) aux urgences ou à son médecin ; contacter une association luttant contre les violences policières.

Bonnes manifs quand même. Seule la lutte paie !

SITES UTILES À CONSULTER :

SRA (Solidarité résistance antifasciste) : www.solidarite.samizdat.net

Face à la police / face à la justice : www.guidejuridique.net/, qui met à jour les jurisprudences

Rebillyon : <http://rebillyon.info/article1410.html>



Le collectif de soutien SRA (Solidarité Résistance Antifa) n'est historiquement ni un regroupement affinitaire, ni un groupe politique

constitué. Collectif de soutien regroupant principalement des représentants de deux groupes politiques (le SCALP-REFLEX de Paris et la CNT-FAU) et quelques individus, le SRA s'est constitué en 1994 pour défendre des antifascistes allemands. L'idée était, autour d'une affaire particulière, de faire vivre la solidarité internationale antifasciste. Mais cet épisode ne constitue que la préhistoire du SRA, qui démarre réellement avec le soutien aux Franks-Tireurs Partisans, un groupe marseillais dont le principal animateur, Yves Peirat, avait organisé des actions offensives contre des locaux du Front national dans les années 1990. Lors de l'affaire FTP en 1999, des militants ont proposé de réactiver le collectif, qui s'est élargi à cette occasion. Le SRA mit alors en place un certain nombre d'outils : un bulletin (comme c'était déjà le cas du SRA 1994), du matériel d'infos (livre, tracts) et de propagande (t-shirts, affiches, cartes postales, compil). Tout au long de la procédure et pendant l'incarcération d'Yves, le SRA a connu une activité assez importante (manifs, concerts, débats...). Après, le SRA a participé à différentes autres campagnes de soutien. En raison d'une tendance lourde à la criminalisation de toute action de rue, il est à craindre que le SRA ait encore de beaux jours devant lui...

21^{er} rue Voltaire 75011 Paris

Tél. 01 43 48 54 95 / sra@samizdat.net

<http://solidarite.samizdat.net>

17 ans après la publication de son dernier album de dessins, Gil récidive : un compilation de 20 ans de dessins antifascistes, antifilcs, anticurés, antimilitaristes, anticapitalistes, antitout... parus entre 1987 et 2007 dans la presse militante, accompagnée 32 pages couleurs de dessins réalisés dans les années 1990/2000.

Une partie des bénéfices ira au réseau Solidarité Résistance Antifasciste.



LE MONDE N'EST PAS UNE GOURMANDISE

Dessins Against Tout par GIL
96 pages dont
32 en couleurs!
Éditions No Pasaran

Prix public 10 euros

Souscription : 8 euros avant le 01/09/07
par 10 ex : 70 euros

Chèques à l'ordre de REFLEX

Commandes à envoyer à : CERED BP 322
44803 SAINT HERBLAIN CEDEX